

# LE TEMPS

---

Sécurité Mercredi 4 février 2009

## Guantanamo: les cantons attendent des précisions

Par V. de G.

**Genève a dit oui, les conseillers d'Etat d'autres cantons romands «peut-être», Berne est plutôt contre: le point sur la position des cantons à propos du délicat dossier des ex-détenus de Guantanamo à accueillir**

Alors que le Conseil fédéral n'a toujours pas pris de décision sur un éventuel accueil de deux ou trois détenus de Guantanamo «libérables», les langues commencent à se délier du côté des cantons. Mais la plupart préfèrent attendre des précisions du Département fédéral des affaires étrangères et de celui de la défense avant de se prononcer. Ce qui sera fait la semaine prochaine, promet-on à Berne.

Premier bon point pour Micheline Calmy-Rey, le canton de Genève a officiellement signalé à la cheffe des Affaires étrangères sa disponibilité. «Nous avons répondu favorablement au DFAE à l'idée d'accueillir un détenu, à condition qu'il n'ait pas d'antécédents judiciaires et de liens avec des terroristes», confirme le conseiller d'Etat Laurent Moutinot (PS). Il s'agit bien d'une exception: Genève est le seul canton à avoir eu des contacts directs avec le DFAE sur ce dossier et il s'agit du seul dont la décision émane de l'ensemble du Conseil d'Etat. Du côté de Fribourg et de Neuchâtel, les conseillers d'Etat chargés du dossier, socialistes aussi, se sont également dits plutôt prêts à accepter des anciens détenus. Mais ils s'exprimaient en leur nom propre.

Le Jura? Le PDC Charles Juillard est «favorable sur le principe, car la Suisse doit aider au respect du droit international et des droits de l'homme». Si la Confédération le lui demande, le Jura pourrait accueillir un ex-détenu, fait-il savoir. Signal plutôt positif aussi du conseiller d'Etat thurgovien Claudius Graf-Schelling (PS), si certaines garanties sont remplies. Il estime notamment que les Etats-Unis devraient prendre les frais en charge, au moins pendant un certain temps. Mais mardi, ses collègues du Conseil d'Etat se sont montrés plus réservés que lui.

### Difficile à communiquer

Du côté des sceptiques, citons le libéral vaudois Philippe Leuba. Qui souligne que même innocenté, un ex-détenu de Guantanamo peut représenter des dangers pour la sécurité de la Suisse (LT du 27.01.09). Et la conseillère d'Etat saint-galloise Karin Keller-Sutter, également vice-présidente de la Conférence des directeurs cantonaux de Justice et police. «Non» ferme de Hans-Jürg Käser (PRD), le directeur de la Police et des affaires militaires du canton de Berne. «Les Etats-Unis sont responsables. C'est à eux de trouver des solutions», dit-il. «Vu la situation sur le front de l'asile, un tel accueil serait par ailleurs difficile à communiquer.» A Zurich, l'UDC et l'UDF demandent au canton, via un postulat, d'intervenir urgemment pour convaincre le Conseil fédéral de ne pas accueillir des détenus de Guantanamo.

Le Tessin, le Valais, Bâle-Ville et les Grisons préfèrent, eux, se taire et attendre la décision gouvernementale. «Le Conseil d'Etat du canton du Valais a décidé de ne donner aucune réponse sur cette affaire tant qu'une demande formelle concernant l'accueil d'un détenu de Guantanamo n'a pas été déposée», précisent les services de Jean-René Fournier (PDC). «Trop de questions restent encore ouvertes», souligne de son côté la conseillère d'Etat Sabine Pegoraro (PRD), responsable de la sécurité à Bâle-Campagne. Pas sûr que les clarifications promises par Berne dissiperont les doutes existants.

**LE TEMPS** © 2009 **Le Temps SA**